

Solidaires 37

Trimestriel des syndicats
Solidaires Unitaires Démocratiques d'Indre et Loire
« DU PAIN ET DES ROSES » (devise des IWW américains).

Union
syndicale
Solidaires

Numéro 39

Octobre 2013



Michelin, qui sème la misère récolte la colère!

Depuis le 10 juin, date de l'annonce de la suppression programmée de 730 postes à l'usine Michelin de Joué les tours, la colère des salarié-es était restée contenue.

Malgré le déplacement de quelques 400 d'entre eux à Clermont Ferrand le 26 juin, les propositions de l'intersyndicale sur le plan social n'ont reçu que le mépris de la Direction.

Le 8 octobre, la situation a basculé, les « Bibs » sont passés à l'action. Ce jour de négociations sur le plan social restera une journée historique pour les Michelin: une grève massive, une manifestation de plus de 1000 personnes dans les rues de Joué les Tours. Face au blocage de la direction, les salariés ont envahi la salle de négociations, faisant fuir les directeurs sous bonne escorte.

Le mouvement était enclenché: grève reconduite le 9 octobre, blocage du périphérique.

Les jours suivants, le mouvement s'est organisé et a utilisé des moyens de pression sur la direction avec une usine qui tourne au ralenti et des portes fermées sous bonne garde des salarié-es.

Plus un seul camion ne peut entrer ni sortir! Le blocage de l'usine a rapidement eu des répercussions sur les autres sites du groupe (Cholet, Roanne). L'usine de Troyes également fournie habituellement en produits semi-finis par Joué les Tours va être livrée par une usine en Espagne.

Les négociations du 15 octobre ont confirmé la situation de blocage. Le bras de fer est engagé.

Quant aux médias nationaux, c'est la loi du silence.

Les élus « de gôche » ont disparu, appelé à des causes sans doute plus urgentes....

Les camarades de SUD Michelin sont très présents et investis en permanence.

Si aujourd'hui 16 octobre, nous ne pouvons prévoir l'évolution de la situation, nous devons tout faire pour soutenir au mieux ces salarié-es en lutte.

Solidaires 37 appelle tous et toutes ses adhérent-es à venir soutenir physiquement les Michelin sur le site, et organise une caisse de solidarité aux grévistes Envoyer vos dons à Solidaires 37 en précisant « soutien Michelin »



SOMMAIRE :

Page 2 et 3: nouvelles postales

Page 4: retraite des femmes

Page 5: à la SNCF, forum Solidaires

Page 6: des papiers! Retraites: Hollande fait du sarko!

Page 7: nouveaux rythmes scolaires

Page 8: soutien aux studio, agenda formations,



Mesures d'âge pour les seniors = dehors !

Après les beaux discours de la direction nationale suite au grand dialogue, on pouvait espérer que la pénibilité serait mieux prise en compte dans notre entreprise et particulièrement pour les + de 50 ans, mais on a pu constater à travers un exemple concret d'un collègue dans le cadre d'une des premières réorgs « post Grand Dialogue » (à Chinon), qu'on était loin des promesses. Ce collègue de 53 ans et 35 ans d'ancienneté a vu sa tournée modifiée, ce qui a provoqué en lui une grande souffrance. Il était déjà en difficulté en raison des exigences grandissantes de la boîte (cadences élevées pour tous, sécularités inopinées, la double présentation, respect des procédures rappelées à coup de demandes d'explication et entretiens de la part de la hiérarchie) ce qui avait détérioré son moral et son physique ces derniers mois. Il attendait des suites du grand dialogue une prise en compte de son âge comme facteur de pénibilité et une reconnaissance par la boîte de sa participation à la bonne image de La Poste auprès du grand public grâce aux facteurs. Au lieu de cela on l'enlève de sa tournée et on l'invite à réfléchir à son départ en préretraite. Les solutions qu'on lui propose sont : une tournée plus proche du bureau ou un départ anticipé à la retraite par le biais du TPAS (temps partiel annualisé senior), une solution Poste pour quitter l'entreprise plus tôt ... Avec quelle pension ? Si vous souffrez de la pénibilité du travail vous pouvez partir avec une pension au rabais (et bon courage à

ceux qui restent).

A SUD nous pensons que **c'est le travail tel qu'il est organisé qui aurait dû être changé** suite au mal-être qu'il a engendré pour nombre d'entre nous ! Une baisse de la pression et non pas une baisse des effectifs (2,4 positions de travail en moins ici à Chinon !);

Si vous voulez ne plus avoir à travailler en vous dépêchant sans cesse et vous voir proposer une préretraite au rabais quand vous serez cuits, il faut réaliser que ce n'est pas par des (grands) dialogues (menés et maîtrisés par l'entreprise) que les choses changeront, mais par la mobilisation physique de tou-te-s.



A VOTRE ECOUTE COUTE QUE COUTE

Un postier, une histoire :
Rencontre avec un militant SUD.

Petit, quel métier vouliez-vous exercer ?

Postier

Votre madeleine de Proust ?

Bakounine

Votre héros ?

Durutti

Vous aimez ?

Qu'on me foute la paix

Vous détestez ?

La hiérarchie et tout ce qui va avec

Dites nous, si vous étiez un produit La Poste ?

Un plan social pour me tirer

Ce petit questionnaire circule sur les boîtes mails des bureaux à l'Enseigne où les agents interviewés sont affublés d'un chapeau, et tout ce beau monde va dans le sens de la boîte, cela va sans dire. Personne ne parle des conditions de travail et du service public qui se fait la malle. Non, non, tout le monde est brillant. Alors, nous on l'a fait à notre façon avec les mêmes questions..

A propos des suicides à la Poste

« Mon diagnostic, c'est qu'il n'y a pas de malaise à la Poste, mais que certains postiers sont en difficulté quand se combinent, à l'occasion de situations de réorganisations, des échecs professionnels et des fragilités personnelles. Le taux de suicides, chez nous, est en fait inférieur au reste de la population.

Ce que je pense, c'est trois choses. Un, nous sommes dans une société qui est en train de changer ses modes d'expression et de protestation. Deux, les corps intermédiaires que sont les syndicats sont en train, tendanciellement, de perdre la main. Trois, nous passons d'une expression revendicatrice sous des formes collectives, structurées, au fait divers par amalgame jouant sur l'émotion et la médiatisation. Ce sur quoi misent, en particulier, les gens de SUD, qui montent en épingle tel ou tel épisode strictement personnel ».

Jean-Paul Bailly in « Ceux d'en Haut » de Hervé Hamon – Edition Seuil



UNE MÉMOIRE DE POISSON ROSE



Mme Pellerin et messieurs Moscovici et Montebourg ont salué d'un communiqué commun le départ de JP Bailly de la tête du groupe La Poste, qu'il occupait depuis plus de 10 ans.

Les trois ministres félicitent le président pour l'amélioration de la qualité de service qui stagne pourtant depuis plusieurs années, de la modernisation de l'outil postal qui a mené à la fermeture de dizaines de centres de tri de proximité et à une industrialisation surdimensionnée et polluée. Ils saluent aussi la création de la Banque Postale qui se rapproche chaque jour de ses consœurs de la place en matière de cupidité et de sélection des clientèles.

Pire, ces trois ministres socialistes saluent « la transformation réussie en société anonyme » de La Poste. Nous sommes aux antipodes de l'attitude du PS qui en 2009 ouvrait 3000 mairies à la plus grande votation jamais organisée en France, contre une privatisation qui était clairement à l'opposé des attentes de la collectivité.

Les ministres font aussi l'impasse complète sur la crise sociale et les drames humains que connaissent les postier-es depuis deux ans, qui relèvent bien de la responsabilité des dirigeants du groupe et de la transformation à marche forcée du premier service public de proximité. (De fin 2002 à fin 2012, 80 203 personnes physiques en moins, 70 424 équivalents temps plein).

Cerise sur le gâteau, les trois ministres ainsi que celles de la culture et de l'aménagement du territoire ont discrètement apposé leurs signatures sur le contrat d'entreprise 2013 - 2017 entre l'Etat et La Poste le lundi 1er juillet. Par ce contrat, très discutable en soi, ils validaient les aides d'Etat prévues pour compenser les missions de service public déficitaires, (distribution de la presse pour 217 M€ et présence postale pour 170 M€). Trois jours plus tard, au conseil d'administration de La Poste du 4 juillet, le représentant du gouvernement annonçait que cette enveloppe serait réduite de 82 millions d'€. Un signal déplorable envoyé aux usager-es, mais aussi aux personnels de La Poste qui vont subir les conséquences de ces coupes budgétaires.

A l'image de la série de trahisons et de renoncements de ce gouvernement sur bien d'autres sujets, le dossier de l'avenir de La Poste est en train de passer à la trappe. En ne respectant pas un contrat dont l'encre est à peine sèche, en reniant les engagements pris par le parti socialiste lors de la privatisation de La Poste et pendant la campagne présidentielle, le gouvernement entérine l'aggravation du climat social de La Poste et ses effets sur le service public postal.

SUD PTT dénonce cette duplicité de tous les instants et condamne un gouvernement qui a choisi son camp, celui des patrons. Bercy Mr Bailly!



Retraites: Les femmes toujours pénalisées !

Le gouvernement a dévoilé son projet de réforme des retraites le 27 août dernier. Dans une situation où il y a près de 5 millions de chômeurs et chômeuses, où la moitié des salarié-es ne sont plus dans l'emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite, où l'espérance de vie en bonne santé stagne, voire commence à régresser, les projets du gouvernement sont inacceptables.

Pour les femmes, les discriminations au travail (salaires plus bas et carrières plus courtes) sont amplifiées à la retraite. Le gouvernement annonce une réforme censée réduire les injustices. Voyons voyons :

D'abord, Hollande ne revient sur aucune des mesures prises par la droite

Celle-ci ont conduit à une baisse importante du niveau des pensions : âge légal à 62 ans, allongement de durée des cotisations, décote, calcul sur les 25 meilleures années dans le privé. Les femmes ont été les plus touchées et leurs pensions de droit direct sont inférieures de 42% à celle des hommes (28% avec les dispositifs familiaux).

La décote sera maintenue : les femmes subissent en moyenne une décote plus importante que les hommes, avec 12 trimestres pour les premières contre 9 pour les seconds.

Le calcul sur les 25 meilleures années (au lieu des 10) est conservé : il a fait baisser fortement les pensions du privé et particulièrement celles des femmes aux carrières plus courtes.

Pire, il enfonce le clou avec l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans (!) en 2035.

Aujourd'hui seulement 60% des femmes ont validé une carrière complète contre 77% des hommes. Cette mesure augmentera fortement les inégalités de pension femmes-hommes et la pauvreté de nombre de retraitées. Ayant des carrières plus courtes et plus discontinues, les femmes devront travailler plus longtemps encore pour bénéficier d'une retraite à taux plein

Et les aménagements censés réduire ces inégalités ?

Sur les petits temps partiels : la baisse du quota d'heures nécessaires pour valider un trimestre (passage de 200 à 150 heures SMIC de cotisation) et le report des cotisations non utilisées pour valider un trimestre sur l'année suivante va dans le bon sens mais ne concernera que 4,4% des femmes (INSEE). Cela ne remet pas en cause la situation qui est que 85% des emplois à temps partiels sont occupés par des femmes (salaires partiels = retraites partielles). Nous revendiquons une surcotisation à la charge des employeurs permettant de diminuer le nombre global d'emplois à temps partiels.

Prise en compte du congé maternité : Cette mesure ne concerne que le dispositif de retraite anticipée à 60 ans pour carrière longue et permet seulement de corriger le décret de 2012 en permettant de « valider » tous les trimestres liés à la maternité.

Sur les majorations de pension pour 3 enfants (10%) :

Calculées en %, celles-ci favorisent les hauts salaires. Ce qui fait que 70 % est attribué aux pères alors que les mères supportent encore l'essentiel des tâches liées aux enfants.

Pour le moment ce qui est décidé est leur fiscalisation dès 2014 qui réduira les revenus des retraité-es.

Ce qui reste à l'état de projet serait de remplacer en 2020 cette majoration par une somme forfaitaire éventuellement dès le 1er enfant. Si cela va dans le bon sens, cela dépendra du niveau de cet éventuel forfait. En plus

de cette forfaitisation, nous demandons le maintien de la majoration de la durée d'assurances accordée actuellement aux mères de famille...

Ces mesures, insuffisantes pour combler les inégalités actuelles de pension, **seront très loin de compenser les conséquences du nouvel allongement du nombre d'annuités** annoncé par le gouvernement qui va encore une fois accroître les inégalités entre les femmes et les hommes !

Pour sortir de cette situation d'inégalité, il vaudrait mieux agir sur une réelle égalité salariale et professionnelle augmentant la retraite de droit direct des femmes plutôt que sur des aménagements « familiaux » qui maintiennent de fait les femmes dans leur situation.



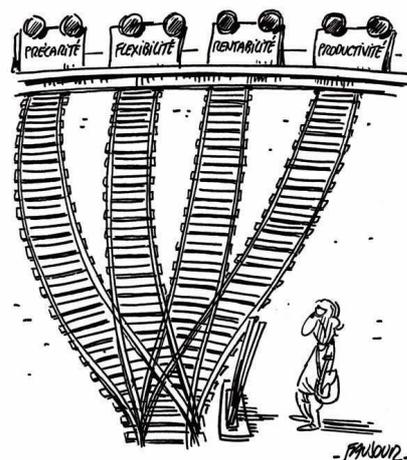
La Réforme du ferroviaire

OÙ VA LA SNCF ?

Fin août, le ministre des Transports a finalisé son projet de réforme ferroviaire. En soutien à Pepy (président de la SNCF), le gouvernement affiche ici sa volonté de libéraliser totalement le secteur ferroviaire et de créer une multinationale capitaliste sur le cadavre de l'entreprise publique SNCF. Les missions historiques de la SNCF seraient donc divisées en deux et transformées en filiales :

- d'un côté SNCF-Mobilités pour la production des trains,
- de l'autre SNCF-Réseau pour la gestion et l'entretien du réseau).

De plus, les droits sociaux des cheminots (Statut) et la réglementation du travail censés protéger leur santé (RH0077) seraient remis à plat, dans un objectif d'augmenter la productivité et la rentabilité des cheminot-es.



La sécurité sacrifiée sur l'autel des profits !

La réforme du ferroviaire, c'est l'abrogation du RH0077 ! Avec cette réforme, la sécurité ferroviaire serait gérée sur le mode du « management par objectifs », c'est à dire :

- ⇒ fixer quelques priorités, dont les cheminot-es seraient directement responsables...
- ⇒ et pour tout le reste, faire la chasse aux « dépenses inutiles », comme dans le privé !

Le projet de réforme se fixe comme objectif principal d'augmenter la productivité des cheminots, et tant pis pour la sécurité... La sécurité ferroviaire sera donc la grande absente de ce projet de loi. Quelques semaines après l'accident mortel de Brétigny, il fallait oser !



Forum solidaires 2013, une bonne cuvée!

Notre forum d'avril 2011 « souffrance au travail » avait rencontré peu d'enthousiasme et avait découragé certain-es d'entre nous. Après une année sabbatique et un congrès réaffirmant l'importance de maintenir cette initiative, la seule permettant de nous retrouver au-delà de nos secteurs professionnels, nous nous y sommes remis-es!

Avec raison!

Si la météo a été calamiteuse, l'ambiance était au beau fixe ce samedi 28 septembre. Les associations amies étaient nombreuses et avaient apporté beaucoup de choses. Nos camarades de **l'Engrenage** ont ensuite mis l'ambiance « manifester c'est utile et c'est efficace: vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ? », et les participant-es de se diviser, s'invectiver, de changer de camp.... Le débat avec **Bernard Friot** a fait salle comble et a entraîné ensuite de nombreuses discussions. Elles se poursuivent encore autour de la cotisation, du salariat, des moyens pour changer la société....



Le buffet était généreux et la buvette a tourné à plein, on a failli manquer de bière!

Merci à la fanfare **Bellaciao** qui nous a régalé pendant le repas et aux excellents musiciens des **Bastards of St Pierre des Corps** qui ont conquis les plus septiques! C'était la classe!

Un regret quand même, ne rassembler qu'une grosse centaine de personnes pour une union syndicale qui regroupe plus de 1000 personnes reste problématique.

Là-dessus aussi, on lâchera rien, nous espérons vous convaincre de venir vivre un bon moment convivial et fraternel l'an prochain!



Ci-dessous le tract d'appel à soutien du collectif 37 des travailleurs sans papiers pour leur manifestation du 12 octobre dernier:

Faites des papiers avec les travailleurs sans papiers

Un « sans papiers », ça n'existe pas.

Un « sans papiers » a toujours avec lui des tonnes de papiers, il croule sous des masses de papiers, il en a des valises entières : attestation de domiciliation «Croix Rouge» ; demande d'aide juridictionnelle ; preuve de dépôt de dossier à l'OFPRA ; décisions du Tribunal administratif ; avis d'impôts ; obligations de quitter le territoire ; courriers préfectoraux innombrables... où l'on comprend que, si on veut des papiers, il faut d'abord accumuler toute une pape-rasse cent fois déballée au guichet, toujours incomplète. Les papiers, quand on est « sans papiers », on en a à revendre... et ce ne sont jamais les bons ! Un « sans papiers » n'aime pas forcément le papier. Ce n'est pas vraiment sa tasse de thé, les papiers. Ce qu'il veut, c'est le BON papier, la carte de séjour.

« Sans papiers » = sans droit, sans ressource...

sauf à travailler « au noir », pour le plus grand profit des employeurs qui, aujourd'hui comme hier, peuvent se livrer impunément à la poursuite de cet esclavage moderne que le pouvoir prétend combattre alors qu'il le favorise. Fabriquer des « sans papiers », c'est de la bonne politique. La précarité, la flexibilité, les salaires non déclarés, c'est tout bénéfique pour la compétitivité. Sur le dos des « sans papiers » aujourd'hui, et sur le dos de tous les salariés demain.

« Le changement, c'est pire qu'avant ! »

C'est ce que nous écrivions en septembre 2012. Sur le fond des choses, rien n'a changé pour les travailleurs sans papiers depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande. Le Collectif TSP 37 continue plus que jamais sa lutte contre cette politique discriminatoire et cynique qui broie nos vies – et pour faire reconnaître nos droits élémentaires.

Nous en avons assez qu'on nous traite comme des esclaves à la merci des caprices de nos maîtres et des « autorités » !

DES PAPIERS POUR TOUS !



Retraites : Hollande fait du Sarkozy !

Les contre-réformes de la droite, en 1993, 1995, 2003, 2007, 2010, ont baissé nos retraites en moyenne de 30 %.

C'est un énorme recul social inacceptable dans un pays qui n'a jamais été aussi riche.

Ce que nous n'avons pas accepté de la droite, des Balladur, Juppé, Fillon, Sarkozy, nous ne pouvons l'accepter d'un gouvernement qui se dit de gauche.

La contre-réforme de Hollande, non seulement ne revient pas sur les précédentes réformes de la droite au pouvoir, mais les aggrave lourdement en allongeant la durée de cotisation à 43 annuités et en aug-

mentant les cotisations de 0,3%. L'augmentation des cotisations dites « patronales » de 0,3% sera intégralement compensée par une exonération de leurs cotisations « familles », qui financent les prestations servies par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF)! Mais qui va compenser cette baisse de cotisations à la CAF ? Il y a fort à parier que ce seront les salariés-es, par le biais d'une augmentation de la CSG ou la création d'une TVA « sociale » qui ne dirait pas son nom.

Résultat des courses : double peine pour les salarié-es et opération blanche pour le patronat. Merci la gauche ...

La retraite à 60 ans ne devient plus qu'un rêve pour une majorité de salarié-es !

Les faibles gages donnés par Hollande concernant la pénibilité, les femmes, les jeunes ont conduit certaines organisations (CFDT ...) à soutenir cette contre réforme. La division syndicale et le matraquage médiatique auront fait le reste...

A qui profitent les nouveaux rythmes scolaires ?



Présentée comme une mesure phare, par le ministre de l'Éducation nationale, la réforme des rythmes scolaires – bonne idée en soi – a fini par devenir une usine à gaz inquiétante pour tous les intervenants de l'école ! Dans le journal « Solidaires 37 », de mai 2013, SUD éducation 37 se posait de nombreuses questions sur sa mise en place ! Il est temps de se poser la question « A qui profitent les rythmes ? »

Ils profitent aux enfants ? Non !

C'est pourtant au nom de l'intérêt des enfants que cette réforme a été initiée, à juste titre d'ailleurs, tant la semaine de 4 jours de Darcos était une aberration ! Pourtant, au final, on ne voit pas, en quoi, la journée de l'élève est allégée, encore moins la semaine, puisque le cadre horaire a été maintenu, ne retirant que 45 minutes par jour et ajoutant le mercredi matin. De plus, comme les Temps d'Activités Péri-éducatives (TAP) sont instaurés après la classe, la journée garde la même amplitude.

Ils profitent aux parents ? Non !

-A Tours, des parents laissent leurs enfants, devant certaines écoles, sans surveillance d'adultes. Autre souci : si on place l'enfant, dix minutes ou un quart d'heure, à l'accueil périscolaire, c'est aussi cher que pour une heure scolaire. Tout le monde n'a pas des horaires flexibles !

-Il est à craindre que, dès 2014 ou 2015, les Temps d'Activités Péri-éducatives ne soient plus gratuits. Certaines communes font déjà payer les TAP ; La gratuité est mise à mal. Sans compter la rupture de l'égalité, qui favorisera les parents aisés sur des communes riches, dont les enfants participeront à des TAP de qualité, tandis que les enfants de classes défavorisées, rurales et urbaines, se contenteront de taper dans un ballon, de regarder la télévision ou d'attendre, dans le couloir, le car de ramassage. Au final, le financement des TAP se traduira par une hausse des impôts locaux.

Ils profitent aux enseignants ? Non !

Les enseignants se font encore rouler dans la farine : leurs conditions de travail se dégradent, leur temps de travail ne baisse pas et leur salaire n'augmente pas ! Le Ministre n'a pas la volonté politique de diminuer le temps de présence en classe des enseignants du primaire, pour permettre un meilleur travail en équipe et avoir plus de maîtres que de

classe ! Les enseignants, encore une fois, sont méprisés par leur hiérarchie. Ils attendaient une diminution des effectifs par classe, des enseignants supplémentaires par école, un retour à une formation initiale digne de ce nom, etc

Ils profitent aux Municipalités ? Non !

-1,3 c'est, en million d'euros, le coût de la réforme à la charge de la collectivité. Même, si l'Etat reversera 450.000^E à la Municipalité de Tours (50 euros pour chacun des 9.000 élèves).

-Le taux de refus des Maires de France (81 %), pour modifier les rythmes scolaires, dès cette rentrée 2013, est un indice caractéristique du casse-tête organisationnel et financier de cette réforme. Sans oublier, aussi, la volonté politique, de certaines municipalités, de refuser une réforme de Gauche !

Mais à qui alors ? Finalement, personne n'est satisfait par cette réforme précipitée qui n'a pas su dépasser le cadre de la semaine pour s'attaquer à une réforme des rythmes à grande échelle. Mais, à qui alors profitent ces rythmes ? Ils profitent, à l'industrie du tourisme, qui conserve ses précieuses vacances zonées. Aux associations proches de l'Éducation qui voient leur place accrue dans l'École. Aux officines privées invitées dans les TAP ! Aux sociétés capitalistes du CAC40 (Total) qui s'introduisent dans le marché de l'Éducation (publicité et aides financières).

SUD éducation continuera de défendre le projet d'une école laïque, gratuite, émancipatrice et, véritablement, respectueuse du rythme biopsychologique de l'enfant.



L'idée de salles de cinéma à Tours-Nord remonte à 1998 avec un projet qui avait commencé à prendre forme entre les cinémas Studio et la Mairie (des dissensions internes à l'équipe municipale avaient finalement fait échouer ce projet).

Découvrir en novembre 2011 que la Mairie de Tours propose à un opérateur d'installer un multiplexe sur le nord de Tours est signe de choix culturels à l'encontre de tout ce que nous avons pu développer depuis 50 ans et que de nombreuses villes nous jalouent.

Ainsi tant sur le plan culturel que salarial, ces choix vont avoir de graves conséquences. C'est ce qui a motivé les salariés des cinémas Studio et Ciné off d'appeler à la création d'un collectif de soutien regroupant le plus grand nombre.

Depuis la 1ère réunion du 4 mai 2013, ce collectif a été rejoint par de nombreuses organisations et des personnes désirant se mobiliser de manière individuelle. Nous avons appelé à un rassemblement début juin réunissant environ 400 personnes. Une pétition lancée par les cinémas Studio et Ciné off a recueilli plus de 15000 signatures. Puis le 11 octobre, nous avons organisé une réunion publique afin de toucher

les habitants du nord de Tours, à l'espace Gentiana. Là encore, cela a permis de faire prendre conscience des dangers qui nous guettent et de l'importance de se mobiliser pour défendre la diversité culturelle et sauver les emplois.

Le collectif se bat pour que le projet d'un multiplexe à Tours Nord soit abandonné, montrer qu'un autre cinéma est possible et qu'un financement public pour la construction de salles associatives est plus cohérent pour la population du plateau nord. Aux cinémas Studio, la menace est réelle, sans supprimer de postes, depuis janvier 2013 (départs non remplacés), on assiste à une plus grande annualisation de notre temps de travail et un non remplacement systématique des arrêts maladie ou congés payés (sauf exception). Toujours plus de flexibilité et de polyvalence dans nos tâches, sans aucune contrepartie : les dernières négociations salariales ressemblent aux précédentes et, depuis 14 ans, il n'y a eu aucune augmentation de nos salaires. La menace de nouvelles salles à Tours Nord sert déjà comme argument pour nous en demander toujours plus.

La prochaine réunion du collectif aura lieu **le mercredi 06 novembre à 18h** aux cinémas Studio.

La section Sud culture des cinémas studio

Agenda formations



**mercredi 27
et jeudi 28
novembre
2013**

Formation intersyndicale Solidaires/FSU/CGT

Combattre la montée des idées de l'extrême droite dans le monde du travail.

Inscrivez vous vite !
solidaires37@orange.fr

Du 3 au 6 décembre 2013
Formation DP/DS/CE/RSS

Organisée par sud santé sociaux
sudsantesociaux37@gmail.com
06 15 08 62 22

**Journées de formation « ouvertes »
et débats de Sud Education**

Jeudi 5 décembre 2013

Tous compétents ou marchandisation des connaissances

avec Nico Hirtt de l'APED*

*Appel pour une école démocratique
Formation en journée
Débat le soir à 20h30

Jeudi 13 février 2014

Conditions et souffrance au travail
avec Brigitte Bioton et Michel Lelarge

(Caen)

Formation en journée
Débat le soir à 20h30

CONTACTS SOLIDAIRES / SUD

- SUD PTT
 - SUD Santé sociaux
 - SUD Education
 - SUD Culture, SUD Protection sociale, SUD Énergie, SUD France 3, SUD commerces et Services, SUD FPA, SUD Logement social, SUD Collectivité territoriales, SNUPFEN, SPASMET-météo, SUD rural, SUD Radio France, SUD industrie, SUD Travail.
 - 18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin
 - SUD Recherche EPST,
 - SUD Caisse d'épargne
 - SUD Rail
 - SUD Étudiants
 - SUD CAM
 - SUD Michelin
 - Solidaires Finances Publiques
- Tél : 02 47 85 11 11 Fax : 02 47 85 11 12
 - Tel/fax 02 47 71 00 65 ou 06 15 08 62 22
 - Tel:02 47 85 11 15 sudeduc37@gmail.com
 - Centre de recherche Inra, 37380 Nouzilly
 - Tel/Fax : 02.47.28.39.94
 - 11, rue Blaise Pascal 37000 Tours Tél : 02.47.75.09.90 (FAX : 05.23.62)
 - 3, rue des Tanneurs 37000 Tours Tél : 02.47.36.81.07
 - CRAM 1Bd Winston Churchill
 - Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42
 - B.P. 424 37304 Joué les Tours
 - 40, rue Édouard Vaillant 37060 Tours cedex

SOLIDAIRES 37
Édité par Solidaires 37
Siège social :
18, rue de l'Oiselet
La Camusière
37550 Saint Avertin
Tel/Fax : 02.47.28.39.94
E-mail :
solidaires37@orange.fr
Site :
http://www.solidaires37.org
Directeur de publication :
Jean-Michel Surget